

part, supposons qu'en raison des sanctions économiques, Mao décide d'user de représailles à l'endroit de Hong-Kong, que fera le Royaume-Uni? Supposons que Mao use de représailles contre le Viet-Nam, à la suite des sanctions économiques, que fera la France? Que ferons-nous, à notre titre de membre des Nations Unies? Ces répercussions, que je crains, pourraient fort bien découler logiquement des événements.

Il existe au Canada des groupes qui ont préconisé avec encore plus d'ardeur que le Département d'État la condamnation morale de la Chine. Par exemple, à Winnipeg, le groupe du *Free Press*, dont je suis depuis longtemps l'évolution avec un certain intérêt. Le *Free Press* se cramponne souvent à ses principes moraux, mais je crains qu'ils ne soient pour ce journal ce que des dentiers sont pour d'autres: un objet qu'on peut enlever, admirer, laver, puis remettre en place. Le *Free Press* estime qu'il faut à tout prix déclarer la Chine agresseur; quiconque ne partage pas ce point de vue est considéré comme un partisan de l'apaisement à la Munich. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) a très bien réfuté ces affirmations aujourd'hui. Il l'a également fait dans le discours qu'il prononçait le 26 janvier. Voici ce qu'il disait au sujet de Munich:

Ce qu'il y avait de tragique, c'est ce qui a été fait là. Or notre exposé de principes ne recommandait rien, je crois, qui pût signifier l'abandon d'un peuple ni d'un principe. Il ne constituait pas non plus une faible capitulation devant la puissance armée ni une interprétation naïve et erronée d'une situation politique ou des dangers en perspective si les choses tournaient mal.

Le *Free Press* ne se rend pas compte que l'assurance avec laquelle un diplomate parle dépend du calibre et du nombre de canons qui l'appuient. Je me reporte de nouveau au discours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures parce que je l'approuve dans une large mesure. Il a affirmé:

Le second projet de résolution, présenté par les États-Unis d'Amérique, porte que le gouvernement populaire de Chine s'est livré à l'agression en Corée. Si on insiste sur la mise aux voix de cette résolution sans une étude plus approfondie d'autres mesures, les délégations devront rendre à ce sujet une décision moins facile pour ma propre délégation qu'elle semble l'être pour d'autres qui siègent à cette table.

Il poursuit:

Il peut être légitime et nécessaire de prononcer, à l'endroit de l'agresseur, un jugement moral, même dans le cas où il faudrait compter avec l'existence d'un autre agresseur, autrement plus dangereux, qui pourrait compromettre l'application de ce jugement. Il peut être légitime et nécessaire d'agir ainsi, à condition, toutefois, que, tenant compte des circonstances, nous précisions notre point de vue en conséquence. Voilà une attitude franche et nette. Toutefois, nous n'avons pas, d'autre part, le droit de prononcer un juge-

ment tout en donnant l'impression que nous pouvons, que nous comptons passer immédiatement et efficacement aux actes, quelques suites que cela puisse comporter, si, justement, nous ne sommes pas disposés à agir.

Autrement dit, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous demandait de ne pas renouveler l'erreur que nous avons commise à la Société des Nations en ce qui concerne l'Italie. Le *Free Press* n'accepte pas encore cette thèse. Le 26 janvier, il citait le *Times* de Londres:

Il n'y aurait rien à gagner à qualifier la Chine d'agresseur si on est incapable de prendre d'autres mesures, plus décisives.

C'est, en somme, à peu près ce que disait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le *Free Press* ajoutait:

Dès qu'on aura établi le statut moral et juridique, noté le crime et identifié le criminel, les considérations d'ordre stratégique et militaire détermineront inévitablement la ligne de conduite à suivre.

Ce journal sait aussi bien que nous que les considérations d'ordre militaire sont telles qu'il nous est impossible de protéger tous les intérêts que nous pouvons avoir à travers le monde. Nous n'avons ni les troupes, ni les armes. Ainsi le *Free Press* de Winnipeg demande en somme une condamnation morale et rien de plus. Cependant, si nous ne faisons rien de plus,—et je m'efforce toujours d'être logique,—si nous ne faisons rien de plus, les États-Unis seront peut-être heureux d'avoir gagné leur point, et le *Free Press* pourra faire montre de sa droiture morale, mais l'effet sur les Nations Unies pourra bien être désastreux, car dans la mesure où les Nations Unies faibliront, la Chine se trouvera renforcie d'autant.

Nous faisons toujours dans une certaine mesure le jeu assez peu astucieux de la Russie. Nous jetons la Chine dans les bras de Moscou, et nous aurons peut-être à livrer une guerre futile en Orient.

Je passe maintenant à l'attitude de la C.C.F. Nous ne pensons pas que la Chine soit le véritable ennemi dans le monde actuellement. Quant à nous, nous sommes d'avis que c'est l'Union soviétique qui constitue aujourd'hui une menace pour l'univers.

Nous croyons que la guerre en Chine signifie le gaspillage de ressources en hommes et en matériel et, par voie de conséquence, l'affaiblissement de notre propre position. Et la position qui nous occupe le plus, j'imagine, c'est celle de membre des pays du Traité de l'Atlantique-Nord. Mais, si notre position est affaiblie de ce côté-là, l'alliance atlantique est affaiblie par le fait même. Dès lors, l'agression à la voie libre, peut-être pas l'agression à laquelle songent les États-Unis. Que nous